

Jean-Louis FOREST
Journaliste
Candidat de la F.G.D.S.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE

2e CIRCONSCRIPTION

Élections Législatives des 23 et 30 Juin 1968

Jean-Louis FOREST

Journaliste

Suppléant : Gaston ODET

Maire de Cléré-les-Pins

Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Électrices, Électeurs,

Un seul choix vous est offert en cette période où la France joue son destin :

— L'EFFICACITÉ, selon les besoins de l'époque, avec la GAUCHE ou le faux prestige ruineux et inutile avec le GAULLISME.

En Mars 1967, les candidats du Pouvoir, et M. LEPAGE en particulier, vous promettaient l'expansion, le progrès social et la stabilité.

QUATORZE MOIS plus tard, quel est le bilan réel de cette majorité parlementaire inconditionnelle :

— Notre Economie paralysée au terme d'une crise sociale sans précédent dans notre histoire ;
— Notre Jeunesse révoltée face à un avenir incertain ;
— 500.000 Chômeurs ;
— Notre Agriculture menacée ;
— Nos Communes rurales vouées à la mort.

C'est un bilan de faillite ! C'est celui pourtant de 10 années d'un Pouvoir absolu qui a fait la politique de son choix et auquel une majorité sans fierté et sans imagination n'a jamais rien refusé !

En ce dramatique mois de Mai, prenant la relève de la saine colère des paysans, la Jeunesse étudiante et ouvrière et 10 millions de grévistes ont condamné, dans une action spontanée, les responsables de l'injustice sociale. **LE GAULLISME a fait faillite !**

Le 23 Juin, ce sera à vous, Electrices et Electeurs, de vous associer à cette condamnation en battant l'inefficace LEPAGE, l'homme des promesses non tenues.

Enfermé dans sa politique de « prestige » et d'auto-satisfaction, le Gouvernement a refusé le dialogue avec les élus du peuple et avec les syndicats. Acculé dans ses derniers retranchements, s'il vient de satisfaire certaines revendications, combien légitimes, ce n'est pas par esprit social mais pour essayer de conserver le Pouvoir à tout prix, celui du capitalisme et de l'arbitraire.

En capitulant devant l'action directe, De Gaulle et ses ministres ont légitimé l'offensive de la rue. Ce sont eux, et eux seuls, qui portent l'entière responsabilité de la situation.

Comment admettre que les travailleurs et les syndicats mordraient à l'appât de la « Participation », alors que voici quelques mois le Pouvoir Gaulliste les évinçait de la gestion des Caisses de Sécurité Sociale ?

DEMOCRATES, votre inquiétude est la nôtre. Si par malheur, les Gaullistes de l'U. D. R. et leurs alliés conservaient la direction du pays, vos avantages matériels, si chèrement acquis, seraient bientôt réduits à néant par l'inflation.

L'impôt pèserait encore plus sur les salariés cadres ou ouvriers ; les prix industriels montant et les prix agricoles demeurant bloqués, les revenus du monde paysan seraient encore réduits ; la priorité restant acquise à la force de frappe et aux actes de « prestige », les équipements collectifs et l'Education Nationale à tous les degrés seraient plus que jamais sacrifiés.

A l'heure de l'EUROPE et du MARCHÉ COMMUN, la conception nationaliste de De Gaulle et son mépris du peuple laborieux conduisent inexorablement la France au désastre Politique, Economique et Social.

C'est contre cela que la **Démocratie Socialiste** se dresse, elle qui se refuse à voir la France coupée en 2 blocs ; elle qui souhaite unir pour permettre, dans l'ordre et la confiance, l'indispensable changement de structures.

19.645 Républicains de la 2e Circonscription, le 12 Mars 1967, s'étaient ralliés à cette espérance en nous apportant leurs suffrages. Rejoignez-les le 23 Juin pour nous aider à sauver le présent et à construire la France de vos enfants.

CE N'EST PAS UN PROBLEME DE MOYENS, C'EST UN PROBLEME DE CHOIX.

Conscients de la gravité de l'heure, nous nous adressons à vous Non pour parler le langage de la peur - qui est le seul programme du Gaullisme depuis 1958, qu'il s'agisse de référendums ou d'élections - mais pour parler celui de la raison, qui est celui des libres citoyens ne laissant à aucune faction le monopole de la défense de la République et du drapeau tricolore.

Ce langage du courage, seule une majorité nouvelle peut le tenir ; une majorité qui donnera à la France un Gouvernement de Gauche soutenu par les forces vives de la Nation : les organisations syndicales, la classe ouvrière, les cadres, la paysannerie, les commerçants, les étudiants et les enseignants.

Elle appelle à s'associer à cette action de la F.G.D.S. tous les Républicains qui doivent comprendre que seule la Gauche peut conduire le pays au progrès et à la vraie stabilité.

Nous ne voulons plus d'un Gouvernement « replâtré » qui « octroie » des réponses préparées par des technocrates et qui traite avec morgue et insolence les Françaises et les Français.

Nous voulons, au contraire, un Gouvernement de dialogue qui rende au Parlement, aux corps intermédiaires et aux collectivités locales leur rôle efficace.

C'est là l'enjeu du 23 Juin. Il ne peut être gagné qu'avec :

— l'appui indéfectible des travailleurs ;

— la durée et la stabilité (et non l'immobilisme) du Gouvernement ;

— le contrôle vigilant des représentants du peuple.

Il y va de notre avenir, de la paix civile, du progrès et des libertés.

ELECTRICES et ELECTEURS, afin que votre choix soit fait en conscience, nous vous rappelons les priorités de la Gauche :

— **GOUVERNEMENT DE LEGISLATURE** qui assure la stabilité.

— **EQUIPEMENTS COLLECTIFS :** en particulier, transformation de l'Université dans le sens de la co-gestion. L'Education Nationale doit retrouver son prestige avec le concours des enseignants, étudiants et parents.

— **JUSTICE SOCIALE :** par le « vrai » relèvement des bas salaires, la réforme de la fiscalité, le droit au logement et à la santé, la promotion sociale et humaine de la femme, la compensation équitable des charges familiales, l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale, l'abaissement de l'âge de la retraite, une vie décente pour les vieillards, le respect des droits des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre et l'indemnisation des Rapatriés.

— **ECONOMIE DE PROGRES :** par le droit au travail, la sécurité de l'emploi, l'expansion par une planification démocratique, la décentralisation, l'aménagement du territoire, les libertés syndicales.

— **AGRICULTURE MODERNE :** assurant la parité des revenus aux agriculteurs - pour demain et non dans 10 ans - et leur réintégration de plein droit dans l'Economie Nationale.

— **REALISATION POLITIQUE ET ECONOMIQUE DE L'EUROPE :** partenaire égale des Etats-Unis et amie des pays de l'Est sur la base d'une indispensable solidarité.

— **CONSTRUCTION DE LA PAIX :** par la renonciation à ce gouffre à milliards qu'est la force de frappe « tous azimuts », la signature des accords de Moscou sur l'arrêt des essais nucléaires, la présence à la conférence de Genève sur le désarmement, la sécurité collective, la co-existence pacifique et une aide intelligente au Tiers-Monde.

C'est à votre réflexion et à votre enthousiasme que nous soumettons ce programme.

Nous voulons la clarté au moment même où le Gaulliste LEPAGE - redevenu candidat de dernière minute après avoir retiré son cautionnement la veille de la clôture - va encore vous proposer cette « année sociale », toujours promise depuis 10 ans et toujours remise !

Avec vous, nous obtiendrons l'abrogation des Ordonnances, la liberté de l'information à la Télévision et à la Radio, avec vous nous ferons place à la Jeunesse que le Gaullisme vient encore d'écarter de ce scrutin.

Avec vous, nous rendrons la France à la Démocratie sans laquelle la République n'est qu'une illusion.

Le Gaullisme, c'est le Passé !

La Démocratie Socialiste, c'est l'Avenir !

Pour la République, la Paix, la Liberté et la Justice Sociale, le 23 Juin, vous voterez F.G.D.S.

VOUS VOTEREZ FOREST !

Imp. M. CADET - Bléré (37)

Vu le Candidat,